

15/10/2025

Comment nos media se démènent pour sauver l'entité sioniste

Les *media*, en France, et ceux à qui ils donnent la parole, redoublent d'efforts pour présenter une version des faits en Palestine qui soit parfaitement conforme à la propagande de l'État colonial sioniste. Ils ne font que confirmer aussi leur rôle de véhicule de l'idéologie dominante.

Ils n'en parleront pas

Alors qu'on nous en fait des tonnes sur les cadavres des sionistes rendus par la Résistance aux autorités de l'État colonial génocidaire, pas un mot pour évoquer les 52 corps de Palestiniens rendus le 14 octobre par l'entité sioniste. Il s'agit de Palestiniens capturés indument par l'armée d'occupation, détenus depuis sans jugement, et morts en détention, le plus souvent torturés à mort. Quarante-cinq corps présentaient des traces évidentes de tortures graves, d'exécutions sur le terrain, de bandeaux sur les yeux et de mauvais traitements.

Selon les données du CPJ, (Comité de Protection des Journalistes, association basée aux USA), dans un rapport publié le 14 octobre, l'État colonial est responsable de près de 95 % des assassinats de journalistes et de professionnels des *media* au Moyen-Orient depuis le 7 octobre 2023.

Libéré après deux ans passés à Gaza, Nimrod Cohen, un des anciens captifs de la Résistance, a raconté à son père Yehuda que la nourriture avait commencé à manquer lorsque l'aide humanitaire avait été bloquée en mars.

Le ministre israélien Smotrich a affirmé le 15 octobre qu'il y aurait « *des colonies israéliennes à Gaza* » et que, peu importe les accords, les sionistes restent déterminés à prendre le contrôle de l'enclave palestinienne. Il ne parle d'ailleurs pas seulement en son nom, puisque le gouvernement de l'entité sioniste génocidaire avait affirmé la veille, une fois tous les captifs relâchés, qu'il garderait le contrôle du corridor de Philadelphie, donc du point de passage de Rafah. Cela implique de manière évidente la poursuite des entraves à l'entrée de l'aide humanitaire.

Greta Thunberg a récemment décrit les mauvais traitements qu'elle a subis pendant ses cinq jours de captivité en Israël : « Les gardes ont délibérément placé un drapeau israélien à côté de moi et m'ont battue chaque fois qu'il me frôlait. ». Ils l'ont frappée plusieurs fois alors qu'elle était attachée. Ils l'appelaient "Lilla hora" ("Petite pute") et "Putain Greta". Privés de nourriture et d'eau potable, les détenus ont été obligés de boire dans un évier sale. Des gardes ont pris des selfies avec elle tout en découpant ses affaires, y compris des objets portant des symboles palestiniens. Enfin, Greta Thunberg a précisé que ce n'était rien comparé à ce qui est infligé aux Palestiniens retenus prisonniers et otages par Israël.

Noa AvishagSchnall, une photojournaliste états-unienne juive qui faisait partie de la Global SumudFlotilla, a été torturée dans une prison israélienne. Les images d'elle la montrent avec un notable œil au beurre noir. Elle a témoigné avoir été pendue par les poignets et les chevilles avec des chaînes métalliques, et frappée au ventre, au dos, au visage et au crâne par un groupe de gardes. « *L'un d'eux s'est assis sur mon cou et mon visage, bloquant mes voies respiratoires* », a-t-elle également déclaré.

Le contenu omniprésent de la communication

Une seule chose intéresse nos *media* et la plupart de nos dirigeants politiques : le sort des derniers militaires captifs à Gaza, baptisés du nom d'otages. Un florilège des réactions officielles est inutile. En voici une qui les résume toutes, elle émane du maire PS de Montpellier, Michael Delafosse, qui s'est beaucoup illustré par sa complicité avec le préfet de l'Hérault pour interdire les manifestations de solidarité avec la Palestine.

« *Les otages détenus par les terroristes du Hamas sont tous libérés, c'est une joie et un soulagement, la mémoire des victimes doit être honorée. Nous pensons aux familles dans le deuil. Les armes se taisent, qu'elles se taisent longtemps, la vie doit reprendre ses droits. Que la haine antisémite déchaînée dans le monde depuis le 7 octobre*

cesse. ».

On le voit, pour tous ces soutiens de la cause sionistes, les Palestiniens, leurs 100 000 à 200 000 morts, ceux qui sont encore sous les décombres, la destruction systématique de Gaza, de ses bâtiments, de ses symboles historiques, tout cela n'existe pas. Delafosse participe autant que Netanyahu à la négation d'un peuple et de son histoire plus que millénaire.

Par ailleurs, France Info a publié le 14 octobre une vidéo dont la présentation est la suivante : « *Cessez-le-feu à Gaza : un prisonnier palestinien découvre après sa libération que sa femme et ses enfants sont morts.* ». Or, ni la présentation, ni le contenu de la vidéo ne nous disent de quoi sont morts sa femme et ses enfants. On notera par ailleurs l'utilisation de la locution verbale « sont morts » et non « ont été assassinés », voire « tués ». Comme si un malheur inconnu avait frappé Gaza. Et ce n'est pas une nouveauté, cette présentation des victimes palestiniennes par France Info est récurrente et fait l'objet, sur X, de remarques systématiques des internautes. Mais France Info fait partie du noyau dur des partisans de l'entité sioniste et tient le même discours avec le même « oubli » depuis deux ans.

Le même *medium* et ses confrères du « service public » ont attiré, depuis quelques jours, l'attention de leurs usagers sur le sort réservé aux traîtres qui ont été utilisés par l'armée d'occupation, en vue de tuer des civils venant chercher à manger ou détruit le contenu de l'aide humanitaire et que cette même armée a refusé d'exfiltrer. Il était évident que la Résistance réglerait leur compte à ces collaborateurs, surtout après l'assassinat du journaliste Saleh Al-Jafarawi par ces mêmes gangs. Or, ô surprise, il n'est nulle part mentionné par nos *media* l'appartenance de ces gens à DAESH, ni leur rôle de supplétifs de l'armée coloniale ! France Info évoque « des attaques du Hamas contre des clans rivaux » quand les sionistes, se préoccupant pour la première fois du sort de certains palestiniens, nous parlent des Palestiniens « exécutés sommairement par le Hamas ». Dans tous les cas, la pluralité de la Résistance est cachée.

La pluralité de la Résistance semble vraiment la dernière chose qu'il faudrait dire, probablement parce que cela contribuerait à détruire le postulat de départ et récurrent : terrorisme et non résistance.

Le détournement de l'information et l'engagement prosioniste

Le 13 octobre, le Huffington Post s'est fendu d'un article dont le but est de justifier le point de vue de la propagande sioniste, une assez laborieuse explication de la distinction entre otages sionistes et prisonniers palestiniens. La journaliste indépendante Meriem Laribi en a publié un commentaire fort intéressant.

L'idée est de tromper son monde, de faire semblant d'utiliser les arguments des uns et des autres. Ainsi, comme le dit Meriem Laribi : « *Il mentionne bien la torture, les traitements cruels inhumains et dégradants, mais pas la mort d'une cinquantaine de Palestiniens en détention (dont un adolescent de 17 ans ou le célèbre docteur Adnane Al Borsh, très probablement abusé sexuellement et torturé à mort par Israël).* ».

De même, la « détention administrative » des prisonniers palestiniens est mentionnée, mais pas la disparition de plus de 2 500 palestiniens enlevés par Israël depuis le 7 octobre 2023, et ce ne sont que les cas dont on connaît le sort. Des centaines de personnes ont disparu à Gaza sans que l'on ne sache rien de leur sort. Sont-elles mortes ou en détention ? On ne sait pas. Et pas un mot dans le *Huffington Post*.

Pour bien se faire comprendre, le rédacteur cite *Le Monde* qui différencie ainsi entre les otages israéliens et palestiniens : « *Les Israéliens et les étrangers enlevés le 7 octobre 2023 par le Hamas sont des otages, au sens littéral du terme, des personnes dont la vie et la libération dépendent de l'obtention d'une contrepartie par ceux qui les détiennent* ». Ni *Le Monde*, ni le *Huffington Post* ne semblent savoir que l'État colonial sioniste a kidnappé à Gaza des centaines de civils (hommes, femmes, enfants, médecins, infirmiers, journalistes, personnes handicapées...) dans le but de les échanger le moment venu ou de faire chanter leurs familles. Comme le dit Meriem Laribi : « *Il y a des milliers de cas documentés depuis des années. Ces gens n'avaient strictement rien fait. Le journal Le Monde qui connaît bien le terrain ne peut pas ignorer ça. Ce sont donc des otages au sens littéral du terme. Quand Israël détient un enfant autiste, quel est le but ?* ».

On nous précise enfin que le lieu de détention des Palestiniens est dans la majorité des cas « connu », comme pour dire qu'ils ne sont pas coupés du monde et de leurs proches. Or, le fait de savoir où ils sont détenus ne leur apporte rien ni à eux ni à leurs proches qui le plus souvent ne peuvent pas leur rendre visite pendant des années, ni échanger avec eux. De nombreux détenus passent des mois voire des années en isolement, ce qui est en soi une torture.

En conclusion de son analyse de l'article, Meriem Laribi nous dit : « *Donc tous les éléments sont réunis pour parler d'otages palestiniens : attente de contrepartie pour libération, torture, traitements inhumains, détention dans lieux inconnus ou inaccessibles.* ».

Ces *media* ont une lecture prosioniste, pro-coloniale, c'est là le problème. Seule une lecture inverse pourrait permettre d'exposer la vérité. La véritable nature du problème, jamais évoquée, est que l'entité sioniste, puissance occupante, n'a aucune légitimité à juger les Palestiniens, quels qu'ils soient, même ceux accusés et condamnés

pour des crimes. Ces condamnations se font de toute façon dans un simulacre de justice, il suffit de lire le livre de Salah Hammouri « *Le prisonnier de Jérusalem* », afin de s'en faire une idée. Et Meriem Laribi d'ajouter : « *Est-ce que les Palestiniens ont des tribunaux où ils jugent et peuvent condamner les Israéliens qui les tuent ? Non. Donc au nom de quoi Israël juge les Palestiniens ? Au nom d'un rapport de domination colonial. Point à la ligne.* ».

En conclusion

Nader Sadaqa, ancien commandant régional des Brigades Abou Ali Mustafa, la branche armée du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), a été libéré après 21 ans de captivité dans les geôles sionistes. Ce militant révolutionnaire, un exemple de résistance et de dignité, continue et continuera de lutter pour la libération totale de la Palestine. Ses premiers mots d'homme libre ont été : « Il n'y a pas de mot plus fort que Gaza ». Notons que Sadaqa est issu d'une famille de religion samaritaine, un groupe de juifs dissidents vivant en Galilée, près du mont Garizim.

Comme tous les Palestiniens que l'accord a permis de libérer en échange des 48 soldats captifs de la Résistance à Gaza, il mesure que la situation de la Palestine, aujourd'hui, malgré les massacres, malgré le fait qu'ils peuvent reprendre est bien plus porteuse d'espoir que ne le croient en général les commentateurs, y compris les sympathisants de la cause palestinienne. Comme le dit Georges Abdallah : « *Il ne faut pas se tromper sur l'évaluation de la situation, nous sommes en train de gagner.* ». Le cessez-le-feu est une victoire de la Résistance palestinienne et de l'opiniâtreté de ce peuple martyr. Les conditions de l'après sont à discuter, le refus par la Résistance de tout gouvernement non palestinien, du désarmement et le maintien de l'exigence de retrait total de l'armée d'occupation sont des points d'appui.

Le peuple palestinien ne peut compter que sur lui-même, sa Résistance, et l'immense solidarité internationale. L'Etat colonial sioniste est désormais au ban des nations. Il a, pour le moment échoué à terminer le génocide et à vaincre la Résistance armée. La solidarité internationale doit maintenant se poursuivre et s'amplifier. Soyons bien convaincus que si l'impérialisme doit reculer en Palestine, ce sera un atout de plus pour le faire reculer en France et partout ailleurs !

Afin d'aider à la libération nationale de la Palestine, il faut, plus que jamais, des actions et un discours clair, anticolonialiste, anti-impérialiste, antisioniste, dénonçant les acteurs, les complices de la colonisation de substitution mise en œuvre en Palestine. Il n'est pas possible de soutenir la lutte pour une Palestine libre sans soutenir la Résistance armée, dans toutes ses composantes et dans toutes ses actions ; sans réclamer la fin de l'entité coloniale d'apartheid, car son existence empêche une véritable paix.

Nous avons plus que jamais besoin de construire unrassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ».

Un premier événement est en construction, Il s'agit d'un rassemblement, nouveau temps fort anticolonialiste et anti-impérialiste le 17 octobre 2025 à 17 h 30 sur la place de la Sorbonne, à Paris, en soutien aux peuples en lutte et en particulier au peuple Palestinien et à son héroïque résistance pour enchaîner, à 19 h 00 avec le rassemblement du Collectif 17 octobre 1961, afin de commémorer l'anniversaire de ce jour funeste où des centaines d'algériens furent massacrés lors d'une manifestation organisée par le Fédération de France du Front de libération Nationale (FLN).

Le Parti Révolutionnaire Communistes est partie prenante de ces deux rassemblements. Malgré la journée noire du 17 octobre 1961, l'Algérie a vaincu et s'est libérée. La Palestine vaincra et se libèrera, et nous sommes à ses côtés.